

Lundi 5 novembre, des familles ont été touchées dans leur chair par un drame exceptionnel. Toute un quartier est meurtri, toute une ville est en deuil. Lundi 5 novembre, tout un pays s'est rendu compte de ce que nous connaissions déjà, de l'état de nos appartements, de l'état de notre quartier. Lundi 5 novembre a commencé à s'exprimer une profonde tristesse, un deuil que nous avons partagé de la façon la plus digne et solidaire qu'il soit samedi dernier. Lundi 5 novembre, s'est réveillée une colère profonde, ancrée en nous depuis des décennies de mépris et d'abandon.

Depuis plus d'une semaine, cette émotion, mêlant tristesse et colère s'exprime dans notre quartier. Les habitant·es et associations font preuve d'une solidarité extraordinaire, s'organisent pour revendiquer et tout simplement se parler, se retrouver. Nous remercions encore une fois toutes celles et ceux qui, à Marseille et partout en France, nous soutiennent. Les associations, les avocats, les personnels de santé, les simples bénévoles et citoyens, cette solidarité est extraordinaire.

D'autres ont tenté ces derniers jours de décrédibiliser, déjà, notre mobilisation, notre colère. Ces gens sont indignes et abjectes. Nous avons exprimé aujourd'hui une colère revendicative, sérieuse, digne, prête à mener le combat pendant des semaines, des mois, des années. Certains, et ils se reconnaîtront, avocats, politiques, ont tenté de jeter l'opprobre sur notre colère, de diffuser de fausses rumeurs, de tourner autour des habitants tel des charognards. Nous les laissons se reconnaître et nous dénonçons clairement ces pratiques. Le collectif du 5 novembre est et restera indépendant, constitué des habitant·es et associations du quartier, de nos soutiens. Jamais, absolument jamais, personne ne nous récupèrera.

La municipalité et la préfecture nous ont reçus ce matin. Grâce à notre mobilisation nous sommes en train de pouvoir imposer que des mesures d'urgence soient prises immédiatement pour les familles de victimes, les sinistrés, les évacués. Nous serons extrêmement vigilants afin que les habitants soient les premiers impliqués dans leur mise en œuvre. La municipalité et la préfecture refusent pourtant de parler du cœur du problème. Comment admettre que depuis 15 ans, 48% des immeubles du quartier soient identifiés comme dégradés ou insalubres et que rien n'ait été fait. Comment admettre ce que plusieurs rapports ont dénoncé, c'est-à-dire que la mairie pêche par son incompétence ? Mais comment admettre également, car les responsabilités sont multiples, que la région ait coupé les financements destinées à la lutte contre le mal logement, que l'Etat, c'est-à-dire la préfecture et l'ARS, compétents en matière

d'hygiène, n'aient pas réagit plus tôt. Comment une ville peut être laissée à l'abandon par ces institutions, malgré les dénonciations des associations, des journalistes, des experts et surtout des habitants. Mme Fructus a déclaré à plusieurs reprises ne pas souhaiter entendre ou se fier à la parole des habitants. Aujourd'hui, cette parole, colérique et revendicative, digne et déterminée, ne peut plus être ignorée. En mémoire des victimes que nous n'oublierons jamais, mais également parce que cette colère demande depuis trop longtemps à pouvoir s'exprimer, nous ne lâcherons pas, pour obtenir justice, vérité et dignité.

Des mesures d'urgence sont possible et une autre politique contre le mal logement sont possibles.

Suite à la réunion en Mairie de ce matin, nous exigeons aujourd'hui :

- Une communication officielle, écrite et non plus orale, sur le deuil municipal et la prise en charge des frais d'obsèques des victimes
- Nous demandons la diffusion officielle de toutes les expertises et documents permettant d'obtenir vérité et justice sur ce drame.
- Une planification des expertises sur les immeubles de tout le pâté de maison concerné
- La prise en compte et un accompagnement, voire des relogements, de l'ensemble du voisinage immédiat, sur les rues d'Aubagne, Estelle et Jean Roque, c'est-à-dire une prise en compte des habitants ayant dû quitter leurs appartements à cause du choc psychologique et des mouvements observés dans leurs immeuble.
- Nous exigeons, pour les sinistrés, les évacués de tout marseille mais également tout les riverains en état de choc psychologique et habitant dans des immeubles dégradés, à ce que l'accès au logement social et au parc privé soit facilité, y compris financièrement
- 

Nous n'en resterons pas là. Il ne s'agit plus aujourd'hui de panser la plaie et de continuer à laisser faire les marchands de sommeil et les spéculateurs. Il s'agit aujourd'hui de changer de politique, de faire en sorte que chacun et chacune, quel que soit son statut, sa nationalité, ait accès à un logement digne dans la zone qu'il souhaite.

Nous exigerons ces prochaines semaines :

- Que soit empêchée toute spéculation au 63-65 rue d'Aubagne et sur le reste du quartier,
- La réquisition des logements vides qui à Marseille sont au nombre de 67 000

- Une intervention immédiate sur tous les immeubles déjà identifiés comme nécessitant une telle intervention, quitte à ce que la mairie oblige les bailleurs et use de son pouvoir de police municipale, enfin, et ce sans attendre l'audit de l'Etat qui pourrait sinon se révéler être une nouvelle opération d'enfumage déjà trop connue
- Que les priorités politiques et financières en matière d'urbanisme et de logement changent immédiatement. Nous n'avons que faire d'un hôtel 4 étoiles dans notre quartier ou de commerces à touristes. Nous voulons pouvoir vivre dans notre quartier dans des logements décents.

Cette liste n'est en aucun cas exhaustive. Elle ne saurait non plus se limiter à Noailles. Toute la ville de Marseille est concernée. Cette chasse aux pauvres qui est menée doit cesser, le mépris doit cesser. Comment accepter que 10% des logements insalubres de France soient concentrés à Marseille. Non, ce n'est pas la faute, je cite, à « la taille de la ville » ou aux « fortes pluies ».

Nous appelons les habitants et associations du quartier à continuer à nous unir. Nous organiserons pour cela une assemblée ce samedi après midi afin de structurer le collectif du 5 novembre et lui permettre de mener ce combat tant qu'il le faudra.

Nous appelons également tout Marseille à s'unir et à s'organiser. Les associations marseillaises et collectifs d'habitants ont commencé à discuter d'une manifestation prochainement pour le droit à la ville dans tout Marseille. Nous relayons et nous associons à cet appel. Il est urgent que tous nos quartiers s'unissent et portent ensemble la même colère.

Nous vous remercions encore une fois pour votre dignité et votre solidarité, votre colère et notre intelligence collective. Simona, Niasse, Fabien, Julien, Taher, Sherif, Marie, Ouloume, nous allons continuer à nous battre, pour nos quartiers, pour vous, pour obtenir vérité et justice.